

Art. 17. Notre Ministre des Affaires étrangères et Notre Secrétaire d'Etat à l'Agriculture sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 11 septembre 1989.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires étrangères,
M. EYSKENS

Le Secrétaire d'Etat à l'Agriculture,
P. DE KEERSMAEKER

Art. 17. Onze Minister van Buitenlandse Zaken en Onze Staatssecretaris voor Landbouw zijn ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 11 september 1989.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Buitenlandse Zaken,
M. EYSKENS

De Staatssecretaris voor Landbouw,
P. DE KEERSMAEKER

EXÉCUTIFS — EXECUTIEVEN

MINISTÈRE DE LA RÉGION WALLONNE

F. 89 — 1779

13 JUILLET 1989. — Arrêté de l'Exécutif régional wallon relatif à la composition, à l'organisation et au fonctionnement de la Commission royale des monuments, sites et fouilles de la Région wallonne

L'Exécutif régional wallon,

Vu la loi du 7 août 1931 sur la conservation des monuments et des sites;

Vu le décret du 17 juillet 1987 relatif à la protection du patrimoine culturel immobilier de la Communauté française;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 et modifiées par la loi du 9 août 1980, notamment l'article 3, § 1;

Vu l'urgence;

Considérant qu'il importe que la Région wallonne adapte d'urgence l'ancienne section autonome française de la Commission royale des monuments et des sites à la situation nouvelle créée, d'une part, par le transfert des compétences communautaires en matière de monuments et sites et des compétences nationales en matière de fouilles archéologiques, et, d'autre part, par la constitution récente de la section autonome bruxelloise de la Commission royale des monuments et des sites (arrêté royal du 24 avril 1989, publié au *Moniteur belge* du 2 juin 1989); considérant par ailleurs qu'il y a lieu, conformément aux dispositions nouvelles du présent arrêté, de pourvoir au remplacement de certains membres et de procéder à la démission d'autres membres,

Arrête :

CHAPITRE Ier. — Généralités

Article 1er. Il est institué pour la Région wallonne une Commission royale des monuments, sites et fouilles composée d'une Commission régionale, ci-après dénommée la Commission royale, et de cinq commissions provinciales.

La Commission royale comprend trois sections : une section monuments et ensembles architecturaux, une section sites et une section fouilles.

Art. 2. La Commission royale des monuments, sites et fouilles exerce à la demande de l'autorité compétente ou d'initiative, toutes les attributions qui lui sont reconnues par la législation en vigueur.

CHAPITRE II. — De la Commission royale

Art. 3. La Commission royale est composée de quarante-huit membres, nommés pour un terme renouvelable de quatre ans par l'Exécutif sur proposition du Ministre ayant les monuments et les sites dans ses attributions.

Art. 4. Ne peuvent être nommés membres de la Commission royale :

1° Pour plus d'un quart des mandats, les fonctionnaires en activité et personnes assimilées, en ce compris celles qui exercent une fonction dans le cadre d'un statut précaire;

2° Les agents et membres, à quelque titre que ce soit, de l'Administration du Patrimoine culturel et du Service national des Fouilles;

3° Les personnes âgées de plus de septante ans accomplis.

Art. 5. La section monuments et ensembles architecturaux comprend vingt-quatre membres. La section sites et la section fouilles comprennent chacune douze membres.

Chaque section compte au moins un membre domicilié sur le territoire de la région de langue allemande. La nomination de ces membres s'effectue sur avis de l'Exécutif de la Communauté germanophone.

Art. 6. Chaque section peut constituer en son sein un ou plusieurs groupes de travail, chargés notamment de procéder à l'examen de questions particulières.

Les sections se réunissent conjointement, sous la direction du président de la Commission royale, pour l'examen des questions d'intérêt commun.

Art. 7. L'Exécutif nomme un vice-président par section, choisi parmi ses membres, et désigne le président de la Commission royale parmi les vice-présidents.

En cas d'absence ou d'empêchement, le président est remplacé par le vice-président désigné par le bureau dont il est question à l'article 8.

Les travaux de la Commission royale et de ses sections sont dirigés respectivement par le président et les vice-présidents.

Le président reçoit les demandes adressées à la Commission royale.

Il présente les avis et rapports de celle-ci.

Art. 8. Le bureau de la Commission royale est composé du président, des vice-présidents et d'un représentant élu en son sein par chaque section.

Le secrétaire permanent ou un de ses adjoints ainsi que le fonctionnaire dirigeant de l'Administration du patrimoine de la Région wallonne ou son délégué assistent aux réunions du bureau avec voix consultative.

Art. 9. Le bureau organise les travaux de la Commission royale et de ses sections.

Il détermine les questions d'intérêt commun qui doivent être examinées conjointement par les sections.

Il se prononce, le cas échéant, sur la nécessité de consulter les commissions provinciales sur des questions d'intérêt particulier.

Il veille à l'exécution des délibérations et assure la conduite du secrétariat.

Art. 10. Le secrétariat de la Commission royale et de ses sections est assuré conformément à l'article 4, § 3, du décret du 25 mai 1983 modifiant, en ce qui regarde le Conseil économique régional pour la Wallonie, la loi-cadre du 15 juillet 1970 portant organisation de la planification et de la décentralisation économique et instaurant un Conseil économique et social de la Région wallonne.

Le Conseil économique et social de la Région wallonne désigne à cet effet, au sein de son personnel un secrétaire permanent et deux secrétaires adjoints.

Art. 11. La Commission royale se réunit en séance plénière au moins deux fois par an.

Les sections se réunissent au moins douze fois par an.

Art. 12. La Commission royale et les sections ne délibèrent valablement que si la moitié au moins de leurs membres sont présents.

A défaut, il est convoqué, dans les quinze jours, une nouvelle réunion avec le même ordre du jour au cours de laquelle la commission ou la section peut valablement délibérer quel que soit le nombre de membres présents.

Art. 13. Les décisions sont acquises à la majorité absolue des membres présents.

Il est dressé procès-verbal des réunions.

Art. 14. Tout membre qui s'abstient d'assister à trois réunions consécutives sans faire valoir de motif légitime est démissionnaire de plein droit.

Il est pourvu à son remplacement dans les deux mois.

Art. 15. Lorsqu'un membre est remplacé avant l'échéance du terme de quatre ans, celui qui le remplace achève son mandat.

Art. 16. Assistent de droit, avec voix consultative, aux réunions de la Commission royale et des sections :

- le fonctionnaire dirigeant de l'Administration du patrimoine de la Région wallonne, ou son délégué;
- le secrétaire permanent de la Commission royale, ou un de ses adjoints.

Art. 17. L'Exécutif fixe le budget de fonctionnement de la Commission royale et de ses sections, ainsi que le montant et les conditions d'octroi ou de remboursement des indemnités, jetons de présence, frais de séjour et des parcours des membres.

Art. 18. La Commission royale établit un rapport annuel de ses activités en individualisant celles de chacune de ses sections.

Le rapport est adressé, sous la responsabilité du président, à l'Exécutif avant le 31 mars de l'année qui suit.

CHAPITRE III. — Des commissions provinciales

Art. 19. Il est institué une commission provinciale pour chacun des territoires suivants : la province de Hainaut, la province de Liège, la province de Luxembourg, la province de Namur, l'arrondissement administratif de Nivelles.

Chaque commission provinciale comprend trois sections : une section monuments et ensembles architecturaux, une section sites et une section fouilles.

Art. 20. Les commissions provinciales sont composées de vingt membres, nommés pour un terme renouvelable de quatre ans par l'Exécutif sur proposition du Ministre ayant les monuments et les sites dans ses attributions.

L'article 4 est applicable à la nomination des membres des commissions provinciales.

Art. 21. Les sections monuments et ensembles architecturaux des commissions provinciales comptent dix membres. Les sections sites et les sections fouilles comptent chacune cinq membres.

Chaque section de la commission provinciale compétente pour le territoire de la province de Liège compte au moins un membre domicilié sur le territoire de la région de langue allemande. La nomination de ces membres s'effectue sur avis de l'Exécutif de la Communauté germanophone.

Art. 22. Chaque section peut constituer en son sein un ou plusieurs groupes de travail, chargés notamment de procéder à l'examen de questions particulières.

Les sections se réunissent conjointement, sous la direction du président de la commission, pour l'examen de question d'intérêt commun.

Art. 23. L'Exécutif nomme pour chaque commission provinciale un vice-président par section, choisi parmi ses membres, et désigne le président de la commission parmi les vice-présidents.

En cas d'absence ou d'empêchement, le président est remplacé par le vice-président désigné par le bureau dont il est question à l'article 24.

Les travaux des commissions et de leurs sections sont dirigés respectivement par le président et les vice-présidents. Le président reçoit les demandes adressées à la commission provinciale. Il présente les avis et rapports de celle-ci.

Art. 24. Le bureau de chaque commission provinciale est composé du président et des vices-président.

Le secrétaire permanent ou son adjoint ainsi que le fonctionnaire dirigeant de l'Administration du Patrimoine de la Région wallonne ou son délégué assistent aux réunions du bureau avec voix consultative.

Art. 25. Le bureau organise les travaux de la commission et de ses sections.

Il détermine les questions d'intérêt commun qui doivent être examinées conjointement par les sections.

Il veille à l'exécution des délibérations et assure la conduite du secrétariat.

Art. 26. Le secrétariat des commissions provinciales et de leurs sections est assuré conformément à l'article 4, § 3, du décret du 25 mai 1983 modifiant, en ce qui regarde le Conseil économique régional pour la Wallonie, la loi-cadre du 15 juillet 1970 portant organisation de la planification et de la décentralisation économique et instaurant un Conseil économique et social de la Région wallonne.

Le Conseil économique et social de la Région wallonne désigne à cet effet au sein de son personnel un secrétaire permanent et un secrétaire adjoint pour chaque commission provinciale.

Art. 27. Assistent de droit, avec voix consultative, aux réunions des commissions provinciales et de leurs sections :

- le fonctionnaire dirigeant de l'Administration du Patrimoine de la Région wallonne, ou son délégué;
- le secrétaire permanent de la commission, ou son adjoint.

Art. 28. Les articles 12 à 15, 17 et 18 du présent arrêté s'appliquent aux commissions provinciales et à leurs sections.

CHAPITRE IV. — Dispositions finales

Art. 29. Lorsque l'avis de la Commission royale est sollicité par l'autorité compétente, celle-ci ne peut s'en écarter que par décision motivée.

Si l'avis est émis d'initiative par la Commission royale, l'autorité compétente peut s'en écarter sans due motivation.

Tout avis est rendu exclusivement à l'autorité compétente. Les membres sont tenus aux devoirs de réserve et de discrétion quant à l'avis et aux débats qui ont précédé son adoption.

Art. 30. La Commission royale, les commissions provinciales et leurs sections respectives peuvent solliciter de la part de toute administration publique les informations nécessaires à l'exercice de leur mission.

Elles peuvent inviter toute personne à faire rapport au cours de leurs réunions sur des questions particulières.

Art. 31. Nul ne peut être en même temps membre de la Commission royale et d'une commission provinciale, membre de plusieurs commissions provinciales ou encore membre de plusieurs sections de la Commission royale ou d'une même commission provinciale.

Art. 32. L'Exécutif peut, sur avis de la Commission royale, conférer le titre de membre honoraire aux anciens membres de la Commission qui ont fait partie pendant huit années au moins de la Commission royale ou d'une commission provinciale.

Ils participent, à leur demande, avec voix consultative aux séances de la section de la Commission dont ils étaient membres en dernier lieu.

Art. 33. A l'exception de son article 4, l'arrêté royal du 13 décembre 1968 concernant la composition, l'organisation et les attributions de la Commission royale des monuments et des sites, modifié par l'arrêté royal du 14 décembre 1978 et par l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 25 février 1985, est abrogé.

L'arrêté royal du 13 décembre 1968 relatif au règlement d'ordre de la Commission royale des monuments et des sites, ainsi que l'arrêté royal du 5 mai 1975 fixant les conditions autorisant le président, les vice-président, les membres effectifs et correspondants de la Commission royale des monuments et des sites à porter le titre honorifique de leur fonction, sont également abrogés.

Art. 34. Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de la Recherche, des Technologies et des Relations extérieures pour la Région wallonne est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 13 juillet 1989.

Le Ministre-Président de l'Exécutif régional wallon, chargé de l'Economie et des P.M.E.,

B. ANSELME

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de la Recherche, des Technologies et des Relations extérieures,

A. LIENARD

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 89 — 1779

13. JULI 1989. — Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive über die Zusammensetzung, die Organisation und die Arbeitsweise der Königlichen Kommission für Denkmäler, Landschaften und Ausgrabungen der Wallonischen Region

Aufgrund des Gesetzes vom 7. August 1931 zum Denkmäler- und Landschaftsschutz;

Aufgrund des Dekrets vom 17. Juli 1987 zum Schutz des kulturellen Immobilienvermögens der französischen Gemeinschaft;

Aufgrund der Gesetze über den Staatsrat, koordiniert am 12. Januar 1973 und abgeändert durch das Gesetz vom 9. August 1980, insbesondere des Artikels 3, § 1;

Aufgrund der Dringlichkeit;

In der Erwägung, daß es für die Wallonische Region von Bedeutung ist, die ehemalige selbstständige französische Abteilung der Königlichen Kommission für Denkmäler und Landschaften an die neue Situation anzupassen, die durch die Übertragung der Gemeinschaftsbefugnisse in Sachen Denkmäler und Landschaften und der nationalen Befugnisse in Sachen archäologischer Ausgrabungen, einerseits, und durch die neueste Gründung der Brüsseler selbstständigen Abteilung der Königlichen Kommission für Denkmäler und Landschaften (Königlicher Erlaß vom 24. April 1989, veröffentlicht im *Belgischen Staatsblatt* vom 2. Juni 1989) geschaffen worden ist; in der Erwägung, ferner, daß es angebracht ist, übereinstimmend mit den neuen Bestimmungen des vorliegenden Erlasses, bestimmte Mitglieder zu ersetzen und zur Entlassung anderer Mitglieder zu übergehen,

Beschließt die Wallonische Regionalexekutive :

KAPITEL I. — Allgemeines

Artikel 1. Es wird für die Wallonische Region eine Königliche Kommission für Denkmäler, Landschaften und Ausgrabungen gegründet, die sich aus einer Regionalen Kommission, im weiteren Verlauf die Königliche Kommission genannt, und aus fünf Provinzialkommissionen gliedert. Die Königliche Kommission umfaßt drei Abteilungen : eine Abteilung für Denkmäler und architektonische Komplexe, eine Abteilung für Landschaften und eine Abteilung für Ausgrabungen.

Art. 2. Die Königliche Kommission für Denkmäler, Landschaften und Ausgrabungen übt auf Antrag der zuständigen Behörde oder auf eigene Initiative alle Befugnisse, die ihr durch die geltenden Rechtsvorschriften zuerkannt werden, aus.

KAPITEL II. — Die Königliche Kommission

Art. 3. Die Königliche Kommission setzt sich aus achtundvierzig Mitgliedern, die auf Vorschlag des Ministers, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Denkmäler und die Landschaften gehören, für eine verlängerbare Amtszeit von vier Jahren durch die Exekutive ernannt werden.

Art. 4. Dürfen nicht zu Mitgliedern der Königlichen Kommission ernannt werden :

1° Für mehr als ein Viertel der Mandate, die tätigen Beamten und die gleichgestellten Personen, einschließlich derjenigen, die eine Stellung des prekären Statuts innehaben;

2° Die Bediensteten und Mitglieder, unter gleich welchem Titel, der Verwaltung des Kulturerbgutes und des nationalen Dienstes für Ausgrabungen;

3° Personen, die mehr als siebenzig Jahre vollendet haben.

Art. 5. Die Abteilung für Denkmäler und architektonische Komplexe setzt sich aus vierundzwanzig Mitgliedern zusammen. Die Abteilung für Landschaften und die Abteilung für Ausgrabungen setzen sich jeweils aus zwölf Mitgliedern zusammen.

Jede Abteilung hat wenigstens ein Mitglied, das auf dem Gebiet der deutschsprachigen Region seinen Wohnsitz hat. Diese Mitglieder werden nach Gutachten der Exekutive der deutschsprachigen Gemeinschaft ernannt.

Art. 6. Jede Abteilung darf aus ihrer Mitte eine bzw. mehrere Arbeitsgruppen bestellen, die insbesondere mit der Prüfung besonderer Fragen beauftragt werden.

Die Abteilungen versammeln sich gemeinsam, unter dem Vorsitz des Vorsitzenden der Königlichen Kommission, zwecks Prüfung der Fragen gemeinen Interesses.

Art. 7. Die Exekutive ernennt einen stellvertretenden Vorsitzenden für jede Abteilung, der unter ihren Mitgliedern gewählt wird, und bezeichnet den Vorsitzenden der Königlichen Kommission aus der Mitte der stellvertretenden Vorsitzenden.

Der Vorsitzende wird im Falle seiner Abwesenheit bzw. Verhinderung von dem stellvertretenden Vorsitzenden, der von der in Artikel 8 erwähnten, Geschäftsstelle bezeichnet wird, ersetzt.

Die Arbeiten der Königlichen Kommission und ihrer Abteilungen werden jeweils vom Vorsitzenden und von den stellvertretenden Vorsitzenden geführt.

Art. 8. Die Geschäftsstelle der Königlichen Kommission setzt sich aus dem Vorsitzenden, den stellvertretenden Vorsitzenden und aus einem Vertreter, den jede Abteilung aus ihrer Mitte wählt, zusammen. Der ständige Sekretär bzw. einer seiner Beigeordneten sowie der leitende Beamte der Verwaltung der Wallonischen Region für das Erbgut bzw. sein Beauftragter nehmen an den Versammlungen der Geschäftsstelle mit beratender Stimme teil.

Art. 9. Die Geschäftsstelle organisiert die Arbeiten der Königlichen Kommission und ihrer Abteilungen.

Sie bestimmt die Fragen gemeinen Interesses, die von den Abteilungen gemeinsam zu prüfen sind.

Gegebenenfalls äußert sie sich über die Notwendigkeit, Beratungen mit den Provinzialkommissionen betreffend Fragen besonderen Interesses abzuhalten.

Sie sorgt für die Ausführung der Beratungen und nimmt den Geschäftsgang wahr.

Art. 10. Der Geschäftsgang der Königlichen Kommission und ihrer Abteilungen wird übereinstimmend mit Artikel 4, § 3, des Dekrets vom 25. Mai 1983 zur Abänderung, was dem Wallonischen Regionalrat betrifft, des Rahmengesetzes vom 15. Juli 1970 zur Organisation der wirtschaftlichen Planung und Dezentralisierung und zur Einführung eines Wirtschafts- und Sozialausschusses der Wallonischen Region, wahrgenommen. Zu diesem Zweck bezeichnet der Wirtschafts- und Sozialausschuß aus seinem Personalkreis einen ständigen Sekretär und zwei beigeordnete Sekretäre.

Art. 11. Die Königliche Kommission tritt in Plenarsitzung wenigstens zwei mal im Jahr zusammen.

Die Abteilungen treten wenigstens zwölf mal im Jahr zusammen.

Art. 12. Die Königliche Kommission und die Abteilungen beschließen nur dann rechtsgültig, wenn mindestens die Hälfte ihrer Mitglieder anwesend ist.

Falls diese Zahl nicht erreicht wird, wird innerhalb fünfzehn Tagen eine neue Sitzung mit gleicher Tagesordnung zusammen gerufen, bei der Kommission bzw. die Abteilung ohne Berücksichtigung der Anzahl anwesender Mitglieder rechtsgültig beschließen kann.

Art. 13. Beschlüsse werden mit absoluter Stimmenmehrzahl der anwesenden Mitglieder gefaßt. Bei Stimmengleichheit ist die Stimme des Vorsitzenden oder des stellvertretenden, der die Arbeiten führt, maßgebend.

Über die Sitzungen wird ein Protokoll geführt.

Art. 14. Jedes Mitglied, das bei drei aufeinanderfolgenden Sitzungen ohne Geltendmachung eines rechtsgültigen Grundes fernbleibt, scheidet von Rechts wegen aus.

Er wird innerhalb zwei Monaten ersetzt.

Art. 15. Wenn ein Mitglied vor dem Ablauf der vierjährigen Amtszeit ersetzt wird, wird sein Mandat von demjenigen, des es ersetzt, vollendet.

Art. 16. Wohnen von Rechts wegen mit beratender Stimme den Sitzungen der Königlichen Kommission und ihrer Abteilungen bei :

- der leitende Beamte der Verwaltung für das Erbgut der Wallonischen Region bzw. sein Beauftragter;
- der ständige Sekretär der Königlichen Kommission oder einer seiner Beigeordneten.

Art. 17. Die Exekutive bestimmt den Funktionshaushalt der Königlichen Kommission und ihrer Abteilungen sowie die Höhe und die Bedingungen für die Gewährung oder die Rückzahlung der Vergütungen, Anwesenheitsgelder, Aufenthalts- und Fahrtkosten der Mitglieder.

Art. 18. Die Königliche Kommission stellt einen Jahresbericht über ihre Tätigkeiten auf, wobei diejenigen ihrer Abteilungen vereinzelt angeführt werden.

Der Bericht wird auf Verantwortung des Vorsitzenden vor dem 31. März des folgenden Jahres an die Exekutive gerichtet.

KAPITEL III. — Die Provinzialkommissionen

Art. 19. Für die jeweiligen nachstehenden Gebiete wird eine Provinzialkommission gegründet: die Provinz Hennegau, die Provinz Lüttich, die Provinz Luxemburg, die Provinz Namur, der Verwaltungsbezirk Nivelles. Jede Provinzialkommission umfaßt drei Abteilungen: eine Abteilung für Denkmäler und architektonische Komplexe, eine Abteilung für Landschaften und eine Abteilung für Ausgrabungen.

Art. 20. Die Provinzialkommissionen setzen sich aus zwanzig Mitgliedern, die auf Vorschlag des Ministers, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Denkmäler und die Landschaften gehören, für eine verlängerbare vierjährige Amtszeit durch die Exekutive ernannt werden, zusammen.

Artikel 4 findet bei der Ernennung der Mitglieder der Provinzialkommissionen Anwendung.

Art. 21. Die Abteilungen für Denkmäler und architektonische Komplexe der Provinzialkommissionen haben zehn Mitglieder. Die Abteilungen für Landschaften und die Abteilungen für Ausgrabungen haben je fünf Mitglieder.

Jede für das Gebiet der Provinz Lüttich zuständige Abteilung der Provinzialkommission hat wenigstens ein Mitglied, das auf dem Gebiet der Region deutscher Sprache seinen Wohnsitz hat. Diese Mitglieder werden nach Gutachten der Exekutive der deutschsprachigen Gemeinschaft ernannt.

Art. 22. Jede Abteilung darf aus ihrer Mitte eine bzw. mehrere Arbeitsgruppen bestellen, die insbesondere mit der Prüfung besonderer Fragen beauftragt werden.

Die Abteilungen versammeln sich gemeinsam, unter dem Vorsitz des Vorsitzenden der Königlichen Kommission, zwecks Prüfung der Fragen gemeinen Interesses.

Art. 23. Die Exekutive ernennt für jede Provinzialkommission einen stellvertretenden Vorsitzenden für jede Abteilung, der unter ihren Mitgliedern gewählt wird, und bezeichnet den Vorsitzenden der Kommission aus der Mitte der stellvertretenden Vorsitzenden.

Der Vorsitzende wird im Falle seiner Abwesenheit bzw. Verhinderung von dem stellvertretenden Vorsitzenden, der von der in Artikel 24 erwähnten Geschäftsstelle bezeichnet wird, ersetzt.

Die Arbeiten der Kommissionen und ihrer Abteilungen werden jeweils vom Vorsitzenden und von den stellvertretenden Vorsitzenden geführt. Der Vorsitzende nimmt die an die Provinzialkommission gerichteten Anträge entgegen. Er legt deren Gutachten und Berichte vor.

Art. 24. Die Geschäftsstelle jeder Provinzialkommission setzt sich aus dem Vorsitzenden und den stellvertretenden Vorsitzenden zusammen.

Der ständige Sekretär bzw. einer seiner Beigeordneten sowie der leitende Beamte der Verwaltung der Wallonischen Region für das Erbgut bzw. sein Beauftragter nehmen an den Versammlungen der Geschäftsstelle mit beratender Stimme teil.

Art. 25. Die Geschäftsstelle organisiert die Arbeiten der Kommission und ihrer Abteilungen.

Sie bestimmt die Fragen gemeinen Interesses, die von den Abteilungen gemeinsam zu prüfen sind.

Sie sorgt für die Ausführung der Beratungen und nimmt den Geschäftsgang wahr.

Art. 26. Der Geschäftsstelle der Provinzialkommissionen und ihrer Abteilungen wird übereinstimmend mit Artikel 4, § 3 des Dekrets vom 25. Mai 1983 zur Abänderung, was den Wallonischen Regionalrat betrifft, des Rahmengesetzes vom 15. Juli 1970 zur Organisation der wirtschaftlichen Planung und Dezentralisierung und zur Einführung eines Wirtschafts- und Sozialausschusses der Wallonischen Region, wahrgenommen. Zu diesem Zweck bezeichnet der Wirtschafts- und Sozialausschuß aus seinem Personalskreis einen ständigen Sekretär und zwei beigeordnete Sekretäre für jede Provinzialkommission.

Art. 27. Wohnen von Rechts wegen mit beratender Stimme den Sitzungen der Königlichen Kommission und ihrer Abteilungen bei:

- der leitende Beamte der Verwaltung für das Erbgut der Wallonischen Region bzw. sein Beauftragter;
- der ständige Sekretär der Kommission oder einer seiner Beigeordneten.

Art. 28. Die Artikel 12 bis 15, 17 und 18 des vorliegenden Erlasses finden auf die Provinzialkommissionen und ihre Abteilungen Anwendung.

KAPITEL IV. — Schlussbestimmungen

Art. 29. Wenn die Stellungnahme der Königlichen Kommission von der zuständigen Behörde beantragt wird, darf diese nur durch begründeten Beschluß davon abweichen.

Nimmt die Königliche Kommission auf eigenen Initiative Stellung, so darf die zuständige Behörde ohne gebührende Begründung davon abweichen.

Jedes Gutachten wird ausschließlich der zuständigen Behörde abgegeben. In Bezug auf die Gutachten und die Beratungen, die ihrer Annahme vorausgegangen sind, unterliegen die Mitglieder der Zurückhaltungs- und Diskretionspflicht.

Art. 30. Die Königliche Kommission, die Provinzialkommissionen und ihre jeweiligen Abteilungen dürfen bei jeder öffentlichen Behörde um alle für die Erfüllung ihrer Aufgabe notwendigen Auskünfte nachsuchen. Sie dürfen jede Person dazu auffordern, bei ihren Versammlungen über besondere Fragen Bericht zu erstatten.

Art. 31. Keiner darf gleichzeitig Mitglied der Königlichen Kommission und einer Provinzialkommission, Mitglied mehrerer Provinzialdirektionen oder Mitglied mehrerer Abteilungen der Königlichen Kommission oder einer selben Provinzialkommission sein.

Art. 32. Nach Stellungnahme der Königlichen Kommission darf die Exekutive den ehemaligen Mitglieder der Kommission, die über mindestens acht Jahre der Königlichen Kommission bzw. einer Provinzialkommission angehört haben, den Titel von ehrenamtlichem Mitglied gewähren.

Auf eigenen Antrag nehmen sie mit beratender Stimme an den Sitzungen der Abteilung der Kommission, der sie zuletzt angehört haben, teil.

Art. 33. Mit Ausnahme von Artikel 4, wird der Königliche Erlaß vom 13. Dezember 1980 über die Zusammensetzung, die Organisation und die Befugnisse der Königlichen Kommission für Denkmäler und Landschaften, abgeändert durch den Königlichen Erlaß vom 14. Dezember 1978 und durch den Erlaß der französischen Gemeinschaft vom 25. Februar 1985, aufgehoben.

Der Königliche Erlaß vom 13. Dezember 1968 über die Geschäftsordnung der Königlichen Kommission für Denkmäler und Landschaften sowie der Königliche Erlaß vom 5. Mai 1975 zur Festlegung der Bedingungen, durch die der Vorsitzende, die stellvertretenden Vorsitzenden, die ordentlichen und entsprechenden Mitglieder der Königlichen Kommission für Denkmäler und Landschaften dazu ermächtigt sind, den Ehrentitel ihres Amtes zu tragen, werden gleichfalls aufgehoben.

Art. 34. Der Minister der Raumordnung, der Forschung, der Technologien und der Auswärtigen Beziehungen für die Wallonische Region, ist mit der Durchführung dieses Erlasses beauftragt.

Namür, den 13. Juli 1989.

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regionalexekutive,
beauftragt mit der Wirtschaft und den KMB,

B. ANSELME

Der Minister der Raumordnung, der Forschung, der Technologien und der Auswärtigen Beziehungen,

A. LIENARD

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 89 — 1779

**13 JULI 1989. — Besluit van de Waalse Gewestexecutieve
betreffende de samenstelling, de organisatie en de werking van de Koninklijke Commissie voor monumenten,
landschappen en opgravingen van het Waalse Gewest**

De Waalse Gewestexecutieve,

Gelet op de wet van 7 augustus 1931 over de instandhouding van de Monumenten en Landschappen;

Gelet op het decreet van 17 juli 1987 betreffende de bescherming van het onroerend cultureel patrimonium van de Franse Gemeenschap;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973 en gewijzigd bij de wet van 9 augustus 1980, inzonderheid op artikel 3, § 1;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat het van belang is dat het Waalse Gewest de vroegere autonome Franse afdeling van de Koninklijke Commissie voor Monumenten en Landschappen, dringend aanpast aan de nieuwe toestand ontstaan, enerzijds, door het overdragen van de gemeenschapsbevoegdheden inzake monumenten en landschappen en van de nationale bevoegdheden inzake archeologische opgravingen, en, anderzijds, door de recente samenstelling van de autonome Brusselse afdeling van de Koninklijke Commissie voor monumenten en landschappen (koninklijk besluit van 24 april 1989 verschenen in het *Belgisch Staatsblad* van 2 juni 1989); overwegende bovendien dat, overeenkomstig de nieuwe beschikkingen van onderhavig besluit, in de vervanging van sommige leden dient te worden voorzien en er overgegaan moet worden tot het ontslag van andere leden,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Algemeen*

Artikel 1. Voor het Waalse Gewest wordt er een Koninklijke Commissie voor monumenten, landschappen en opgravingen ingesteld die bestaat uit één Regionale Commissie, hierna volgend de Koninklijke Commissie genaamd, en vijf provinciale commissies.

De Koninklijke Commissie bevat drie afdelingen : een afdeling monumenten en architecturale gehelen, een afdeling landschappen en een afdeling opgravingen.

Art. 2. Op aanvraag van de bevoegde overheid of op eigen initiatief oefent de Koninklijke Commissie voor monumenten, landschappen en opgravingen alle bevoegdheden uit die haar door de van kracht zijnde wetgeving toegekend zijn.

HOOFDSTUK II. — *De Koninklijke Commissie*

Art. 3. De Koninklijke Commissie is samengesteld uit achtenveertig leden die benoemd worden voor een hernieuwbare periode van vier jaar door de Executieve op voorstel van de Minister tot wiens bevoegdheden de monumenten en landschappen behoren.

Art. 4. Kunnen niet als leden van de Koninklijke Commissie benoemd worden :

- 1° Voor meer dan één vierde van de mandaten, de dienstdoende ambtenaren en gelijkgestelde personen, met inbegrip van dewelke die een functie uitoefenen in het kader van een precair statuut;
- 2° De agenten en leden, in welke hoedanigheid dan ook, van de Administratie van het Cultureel Patrimonium en van de Nationale Dienst voor Opgravingen;
- 3° de personen die een volle leeftijd van zeventig jaren hebben.

Art. 5. De afdeling monumenten en architecturale gehelen is samengesteld uit vierentwintig leden. De afdeling landschappen en de afdeling opgravingen zijn elk uit twaalf leden samengesteld.

Elke afdeling telt ten minste één lid woonachtig in het duitstalig gebied.

De benoeming van deze leden gebeurt op advies van de Executieve van de Duitstalige Gemeenschap.

Art. 6. Elke afdeling kan uit haar midden één of meerdere werkgroepen oprichten die o.a. belast zijn met het onderzoek van de bijzondere vragen. De afdelingen vergaderen gezamenlijk, onder de leiding van de voorzitter van de Koninklijke Commissie, voor het onderzoek van de vragen van gemeenschappelijk belang.

Art. 7. De Executieve benoemt, per afdeling, een ondervoorzitter, die gekozen is onder haar leden en stelt de voorzitter van de Koninklijke Commissie aan tussen de ondervoorzitters.

Bij afwezigheid of verhindering wordt de voorzitter vervangen door de ondervoorzitter aangewezen door het bureau waarvan sprake in artikel 8.

De werken van de Koninklijke Commissie en van haar afdelingen worden respectievelijk geleid door de voorzitter en de ondervoorzitters.

De voorzitter ontvangt de aan de Koninklijke Commissie gerichte aanvragen. Hij dient de adviezen en haar verslagen in.

Art. 8. Het bureau van de Koninklijke Commissie bestaat uit de voorzitter, de ondervoorzitters en één vertegenwoordiger gekozen uit haar midden door elke afdeling.

De vaste secretaris of een van zijn adjuncten, alsmede de leidende ambtenaar van de Administratie van het Patrimonium van het Waalse Gewest of zijn afgevaardigde wonen de vergaderingen van het bureau bij met raadgevende stem.

Art. 9. Het bureau organiseert de werken van de Koninklijke Commissie en haar afdelingen.

Het bepaalt de vragen van gemeenschappelijk belang die gezamenlijk door de afdelingen onderzocht moeten worden.

In voorkomend geval spreekt het zich uit over de noodzaak de provinciale commissie te raadplegen over vragen van bijzonder belang.

Het zorgt voor de uitvoering van de beraadslagingen en verzekert de leiding van het secretariaat.

Art. 10. Het secretariaat van de Koninklijke Commissie en van haar afdelingen is verzekerd overeenkomstig het artikel 4, § 3, van het decreet van 25 mei 1983 tot wijziging, wat de Economische Raad van het Waalse Gewest betreft, van de kaderwet van 15 juli 1970, houdende organisatie van de planning en economische decentralisatie en tot oprichting van een Economische en Sociale Raad van het Waalse Gewest.

De Economische en Sociale Raad van het Waalse Gewest duidt, uit het midden van zijn personeel, een vaste secretaris en twee adjunct-secretarissen hiervoor aan.

Art. 11. De Koninklijke Commissie komt bijeen in plenaire vergadering minstens twee keer per jaar.

De afdelingen komen minstens twaalf keer per jaar bijeen.

Art. 12. De Koninklijke Commissie vergadert geldig enkel indien ten minste de helft van haar leden aanwezig is.

Bij gebreke, wordt binnen de vijftien dagen een nieuwe vergadering bijeengeroepen met dezelfde dagorde tijdens dewelke de commissie of de afdeling geldig kan beraadslagen ongeacht het aantal aanwezige leden.

Art. 13. De beslissingen gelden bij volstreekte meerderheid der aanwezige leden. Bij staking der stemmen is deze van de voorzitter of van de ondervoorzitter leidende de werken beslissend.

Er wordt een proces-verbaal van de vergaderingen opgesteld.

Art. 14. Elk lid dat niet deelneemt aan drie opeenvolgende vergaderingen zonder wettige redenen te laten gelden is van rechtswege ontslagnemend. Er wordt binnen de twee maanden in zijn vervanging voorzien.

Art. 15. Wanneer een lid vervangen is vóór het verloop van zijn termijn van vier jaren wordt zijn mandaat beëindigd door zijn vervanger.

Art. 16. Wonen van rechtswege en met raadgevende stem de vergadering van de Koninklijke Commissie en van haar afdelingen bij :

— de leidende ambtenaar van de Administratie van het Cultureel Patrimonium van het Waalse Gewest, of zijn afgevaardigde;

— de vaste secretaris van de Koninklijke Commissie, of één van zijn adjuncten.

Art. 17. De Executieve stelt de werkingsbegroting van de Koninklijke Commissie en van haar afdelingen vast, alsmede het bedrag en de voorwaarden van toekenning en terugbetaling van de vergoedingen, presentiegelden, verblijf- en reiskosten van de leden.

Art. 18. De Koninklijke Commissie maakt een jaarlijkse verslag op van haar activiteiten en geeft een individueel karakter aan elk van de verslagen van haar afdelingen.

Het verslag wordt onder verantwoordelijkheid van de voorzitter aan de Executieve gericht vóór 31 maart van het volgend jaar.

HOOFDSTUK III. — *De provinciale commissies*

Art. 19. Er wordt een provinciale commissie ingesteld voor elk der volgende grondgebieden : de provincie Henegouwen, de provincie Luik, de provincie Luxemburg, de provincie Namen, het administratief arrondissement van Nijvel.

Elke commissie bevat drie afdelingen : een afdeling monumenten en architecturale gehelen, een afdeling landschappen en een afdeling opgravingen.

Art. 20. De provinciale commissies zijn samengesteld uit twintig leden die benoemd worden voor een hernieuwbare periode van vier jaar door de Executieve op voorstel van de Minister tot wiens bevoegdheden de monumenten en landschappen behoren.

Het artikel 4 is toepasselijk op de benoeming van de leden van de provinciale commissies.

Art. 21. De afdelingen monumenten en architecturale gehelen van de provinciale commissies zijn samengesteld uit tien leden. De afdelingen landschappen en de afdelingen opgravingen zijn elk samengesteld uit vijf leden.

Elke afdeling van de provinciale commissie bevoegd voor het grondgebied van de provincie Luik telt ten minste één lid woonachtig op het duitstalig grondgebied. De benoeming van deze leden gebeurt op advies van de Executieve van de Duitstalige Gemeenschap.

Art. 22. Elk afdeling kan uit haar midden één of meerdere werkgroepen oprichten die o.a. belast zijn met het onderzoek van de bijzondere vragen. De afdelingen vergaderen gezamenlijk, onder de leiding van de voorzitter van de commissie, voor het onderzoek van de vragen van gemeenschappelijk belang.

Art. 23. De Executieve benoemt voor elke provinciale commissie een ondervoorzitter van de Commissie aan tussen de ondervoorzitters.

Bij afwezigheid of verhindering wordt de voorzitter vervangen door de ondervoorzitter aangewezen door het bureau waarvan sprake in artikel 24. De werken van de commissies en van haar afdelingen worden respectievelijk geleid door de voorzitter en de ondervoorzitters. De voorzitter ontvangt de aan de provinciale commissie gerichte aanvragen. Hij dient haar adviezen en verslagen in.

Art. 24. Het bureau van elke provinciale commissie bestaat uit de voorzitter en de ondervoorzitters.

De vaste secretaris of zijn adjunct, alsmede de leidende ambtenaar van de Administratie van het Patrimonium van het Waalse Gewest, of zijn afgevaardigde, wonen de vergadering van het bureau bij met raadgevende stem.

Art. 25. Het bureau organiseert de werken van de commissie en van haar afdelingen. Het bepaalt de vragen van gemeenschappelijk belang die gezamenlijk door de afdelingen onderzocht moeten worden.

Het zorgt voor de uitvoering van de beraadslagingen en verzekert de leiding van het secretariaat.

Art. 26. Het secretariaat van de provinciale commissies en van hun afdelingen is verzekerd overeenkomstig het artikel 4, § 3, van het decreet van 25 mei 1983 tot wijziging, wat de Economische Raad van het Waalse Gewest betreft, van de kaderwet van 15 juli 1970, houdende organisatie van de planning en economische decentralisatie en tot oprichting van een Economisch en Sociale Raad van het Waalse Gewest.

De Economische en Sociale Raad van het Waalse Gewest duidt, uit het midden van zijn personeel, een vaste secretaris en een adjunct-secretaris aan voor elke provinciale commissie.

Art. 27. Wonen van rechtswege en met raadgevende stem de vergaderingen van de provinciale commissies en van hun afdelingen bij :

— de leidende ambtenaar van de Administratie van het Patrimonium van het Waalse Gewest, of zijn afgevaardigde;

— de vaste secretaris van de commissie, of zijn adjunct.

Art. 28. De artikelen 12 tot 15, 17 en 18 van dit besluit zijn toepasselijk op de provinciale commissies en hun afdelingen.

HOOFDSTUK IV. — *Slobepalingen*

Art. 29. Indien de bevoegde overheid het advies van de Koninklijke Commissie inwint kan zij er enkel van afwijken door een gemotiveerde beslissing. Indien het advies op initiatief van de Koninklijke Commissie gegeven is kan de bevoegde overheid er van afwijken zonder vereiste motivering.

Elk advies is uitsluitend aan de bevoegde overheid gericht. De leden zijn gehouden tot de omzichtigheids- en bescheidenheidsplichten inzake het advies en de besprekingen die zijn goedkeuring voorafgegaan zijn.

Art. 30. De Koninklijke Commissie, de provinciale commissies en hun respectievelijke afdelingen mogen aan elke openbare administratie inlichtingen vragen die nodig zijn voor het uitoefenen van hun opdracht.

Zij mogen iedere persoon uitnodigen verslag uit te brengen over bijzondere vraagstukken tijdens hun vergaderingen.

Art. 31. Niemand kan tegelijkertijd lid zijn van de Koninklijke Commissie en van een provinciale commissie, van meerdere provinciale commissies of van verschillende afdelingen van de Koninklijke Commissie of van éénzelfde provinciale commissie.

Art. 32. De Executieve kan, op advies van de Koninklijke Commissie, de titel van erelid toekennen aan de vroegere leden van de Commissie die minstens acht jaar deel uitmaakten van de Koninklijke Commissie of van een provinciale commissie.

Op eigen aanvraag nemen zij deel, met raadgevende stem, aan de zittingen van de afdeling van de Commissie waar zij het laatst lid van waren.

Art. 33. Artikel 4 uitgesloten, is het bij koninklijk besluit van 14 december 1978 en bij besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 25 februari 1985 gewijzigd koninklijk besluit van 13 december 1968 betreffende de samenstelling, de organisatie en de bevoegdheden van de Koninklijke Commissie voor Monumenten en Landschappen opgeheven.

Het koninklijk besluit van 13 december 1968 betreffende het huishoudelijk reglement van de Koninklijke Commissie voor Monumenten en Landschappen, alsmede het koninklijk besluit van 5 mei 1975 betreffende de voorwaarden waarbij de voorzitter, de ondervoorzitters, de effectieve en corresponderende leden van de Koninklijke Commissie voor Monumenten en Landschappen gemachtigd worden tot het voeren van de eretitel van hun ambt zijn evenals opgeheven.

Art. 34. De Minister van Ruimtelijke Ordening, Onderzoek, Technologieën en Buitenlandse Betrekkingen voor het Waalse Gewest is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 13 juli 1989.

De Minister-Voorzitter van de Waalse Gewestexecutieve, belast met Economie en K.M.O.'s,

B. ANSELME

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Onderzoek, Technologieën en Buitenlandse Betrekkingen,

A. LIENARD

EXECUTIF DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

F. 89 — 1780

12 JUILLET 1989. — Arrêté ministériel fixant les compétences du Secrétaire d'Etat régional adjoint au Président de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale

Le Ministre-Président de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale,

Vu l'article 107^{quater} de la Constitution;

Vu l'article 108^{ter}, § 2, de la Constitution;

Vu la loi du 26 juillet 1971 organisant les agglomérations et fédérations de communes, modifiée par la loi du 21 août 1987;

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980 modifiée par la loi spéciale du 8 août 1988 et par la loi spéciale du 18 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions;

EXECUTIEVE VAN HET BRUSSELSE HOOFDSTEDELIJK GEWEST

N. 89 — 1780

12 JULI 1989. — Ministerieel besluit tot vaststelling van de bevoegdheden van de Gewestelijke Staatssecretaris toegevoegd aan de Voorzitter van de Brusselse Hoofdstedelijke Executieve

De Minister-Voorzitter van de Brusselse Hoofdstedelijke Executieve,

Gelet op artikel 107^{quater} van de Grondwet;

Gelet op artikel 108^{ter}, § 2, van de Grondwet;

Gelet op de wet van 26 juli 1971 houdende organisatie van de agglomeraties en de federaties van gemeenten, gewijzigd door de wet van 21 augustus 1987;

Gelet op de bijzondere wet tot hervorming der instellingen van 8 augustus 1980 gewijzigd door de bijzondere wet van 8 augustus 1988 en door de bijzondere wet van 18 januari 1989 betreffende de financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten;